



LE RÔLE DE LA RÉSISTANCE PENDANT LA BATAILLE DE NORMANDIE

D'UNE RÉSISTANCE SPONTANÉE À UNE RÉSISTANCE ORGANISÉE.

10 mai 1940 Le 10 mai 1940, les armées du Reich attaquent à l'ouest. Le 14 mai, le front français est rompu à Sedan. Un mois plus tard, les Allemands entrent dans Paris. Dans un discours radiodiffusé, le 17 juin, Pétain annonce aux Français qu'il faut cesser le combat. Le même jour, Edmond Michelet diffuse un tract à Brive qui commence par ces mots : « **Celui qui ne se rend pas a raison contre celui qui se rend** ». Le 18 juin, le **général de Gaulle** lance, à la radio anglaise, la BBC, son premier appel à la Résistance.

22 juin 1940 Le 22 juin, l'armistice est signé à Rethondes, et le 10 juillet, le Parlement, réuni à Vichy, vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain : c'est la fin de la III^e République. Dans la nuit de l'Occupation qui commence, des hommes et des femmes, peu nombreux, mais au courage magnifique, rejettent l'idéologie raciste et dominatrice du vainqueur. Ils refusent la suppression des libertés et la négation des droits de l'homme imposées à une grande partie de l'Europe. Ils contestent la légitimité de l'Etat français et exécutent la politique de collaboration inaugurée par Pétain à Montoire. Dès la fin de 1940, ces isolés se cherchent pour commencer la lutte clandestine qui s'annonce longue et périlleuse.

27 mai 1943 Après le Débarquement allié en Afrique du Nord en novembre 1942, et la défaite allemande, à Stalingrad, au début de février 1943, la Résistance en France s'organise et se développe. Grâce à l'action de **Jean Moulin**, le **Conseil national de la Résistance (CNR)** qui rassemble ses principales composantes, tient sa première séance, à Paris, le 27 mai 1943. Symbole de l'union nationale reconstituée dans la clandestinité, le CNR reconnaît le **général de Gaulle**, chef de la France libre, **comme le seul chef de la Résistance française**.

Dès lors, les combattants de l'ombre, rassemblés dans les **Forces françaises de l'intérieur (FFI)**, sous le commandement du **général Koenig**, se préparent à entrer en action aux côtés des Alliés dès le début du Débarquement. La Résistance normande se trouve ainsi aux avant-postes de la gigantesque bataille qui commence, le 6 juin 1944, sur les côtes de la Manche et du Calvados, et s'achève dans l'Orne, sur le mont Ormel, à la fin du mois d'août.



Ligne de front le 30 juin 1944.

EXPOSITION PRÉSENTÉE DANS LE CADRE DU 70^e ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT ET DE LA BATAILLE DE NORMANDIE

UNE EXPOSITION DU COMITÉ RÉGIONAL RÉSISTANCE ET MÉMOIRE, COMBATTANTS VOLONTAIRES DE LA RÉSISTANCE ET DE LA COMPAGNIE SCAMARONI

Avec le concours de Mémoire et Espoirs de la Résistance,
des ONAC et des Archives départementales 14-50-61.

Exposition réalisée avec le soutien de nos partenaires



mémoire et solidarité

1 DANS LE CALVADOS, LA RÉSISTANCE PEINE À SE RECONSTRUIRE

DEUX MOUVEMENTS FUSIONNENT

Jusqu'à la mi-décembre 1943, la Résistance du Calvados est commandée par l'entrepreneur Marcel Girard, chef d'état-major de l'Armée secrète (AS) pour la région M1 (Calvados, Orne, Manche). Il a mené à bien, dix mois auparavant, la fusion de deux mouvements de Résistance, bien implantés dans les villes du département : L'Organisation civile et militaire (OCM) et Ceux de la Résistance (CLR).

Il est secondé par l'ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées, Eugène Meslin.

Jusqu'à la fin de l'année 1943, le renseignement constitue la principale activité de la Résistance. Sa collecte est le fait de plusieurs réseaux spécialisés : Alliance (Robert Douin), Arc-en-Ciel (Jean Heron), Centurie (Robert Thomas), Beuthère (Guy Lamy), Zéro France (Almable Lapeu).



Marcel Girard
Chef régional des FFI pour la région M1, le 14 février 1942.
(Archives départementales)



Principales forces de la Résistance dans le Calvados au printemps 1944.
F.F.I. : Special Operations Executive (services secrets britanniques) - F.F.I. : francs-tireurs et partisans français (branche armée de l'O.C.M.) - F.F.I. : francs-tireurs et partisans français (branche armée de l'OCM) - O.C.M. : Organisation civile et militaire - CLR : Ceux de la Résistance - F.F.I. : francs-tireurs et partisans français (branche armée de l'OCM) - F.F.I. : francs-tireurs et partisans français (branche armée de l'OCM)



Eugène Meslin
Chef des FFI pour la subdivision M1.
(Gf, par.)



Robert Kankorff
Premier chef départemental FFI de Calvados.
(Gf, par.)

LA CATASTROPHE DE DÉCEMBRE 1943

Mais à partir du 16 décembre 1943, et au cours des quatre premiers mois de 1944, la Sipo-SD (Gestapo) de Caen, procède à de nombreuses arrestations, à commencer par le chef du Bureau des opérations aériennes (BOA), Emmanuel Robineau. Efficacement secondée par une redoutable équipe d'une dizaine de jeunes auxiliaires français, la Gestapo démantèle plusieurs réseaux : Alliance, Zéro-France et plusieurs sections locales des principaux mouvements : Organisation civile et militaire (OCM), Front national, Organisation de résistance de l'armée (ORA).

Les cadres de l'état-major de l'AS sont arrêtés (Pierre Bouchard, Gaston Corbasson), ou contraints de se cacher en zone rurale, ou encore de continuer la Résistance dans d'autres régions.

DISPERSÉS MAIS PRÊTS POUR LA BATAILLE

À la veille du Jour J, sur combien d'hommes armés et entraînés le chef des FFI de la subdivision M1 peut-il compter dans le Calvados ? Guère plus de 350 hommes prêts à participer activement aux opérations de sabotage et de guérilla.

À l'exception des réseaux britanniques du Special Operations Executive (SOE) dans les secteurs d'Orbec (Jean-Marie/Donkeyman)¹⁰ et de Thury-Harcourt (maquis de Saint-Clair/Scientist), mieux armés, et disposant, pour ce dernier, d'une liaison radio quotidienne avec Londres, les résistants du Calvados sont dispersés en très petites unités (groupes Francs-tireurs et partisans français/FTPF du bocage virois et du Pays d'Auge), mais prêts, malgré leurs faibles moyens, à se lancer courageusement dans la bataille, dès l'annonce du Débarquement.



Calque avec relevés d'installations militaires allemandes
Révisés en janvier 1944 par le réseau Eleuthère dans le secteur côtier de Trouville-Villeville.
(Archives de René Lamy/Archives départementales)

Les postes émetteur-récepteur en l'appâtent les groupes de francs-tireurs, en l'appâtent les groupes d'entraîneurs.

Poste émetteur-récepteur valise de type 3 MK II
Utilisé par le lieutenant Maurice Larcher, officier radio SOE, du maquis de Saint-Clair de mai à juin 1944.
(Gf, par.)



Jean Renaud-Dandicolle
Officier SOE, chef de maquis de Saint-Clair, photographié le long du canal de Nantes à Brest, à Pleyben (Finistère), août 1943.
(Gf, par.)



Sabotage d'un train de ciment
Le 16 février 1944 à Saint-Aubin-des-Bois (Calvados).
(Le Calvados après la libération de Marcel Luchet, la Résistance dans le Bocage, Basse-Normandie, Juin 1944 - Juin 1944, 134 p., Editions Granché, 2008, Mayet)



Rapport de pesadermie
Sur le déraillement d'un train de marchandises à Saint-Aubin-des-Bois, 16 février 1944.
(Comité général d'Orbec, Archives départementales)

LES PRÉPARATIFS DANS LE CALVADOS AVANT LE DÉBARQUEMENT (JANVIER-JUIN 1944)

3 FÉVRIER	16 FÉVRIER	3 MAI	17 MAI	FIN MAI	MORT DU 2 AU 3 JUIN
CRÉATION DU MAQUIS DE SAINT-CLAIR/SCIENTIST (SOE).	DÉBILLEMENT À SAINT-AUBIN-DES-BOIS SUITE À UN SABOTAGE FTFP.	EXÉCUTION À CAEN DE L'ÉLITE FRANÇAISE AUXILIAIRE FRANÇAISE DE LA GESTAPO PAR UN COMMANDO DU RÉSEAU ARC-EN-CIEL.	LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'ÉLÉVATION CLAMBERTIN (CEC) SE RÉUNIT À VERNY DE SOUS LA PRÉSIDENTIE DE FÉLIX MARTEL.	UN NOUVEAU ÉTAT-MAJOR FFI EST CRÉÉ. JACQUES BERLOT (CO URVENS) EST NOMMÉ CHEF DÉPARTEMENTAL DES FFI DU CALVADOS.	DÉCISION PARACRITIQUE D'ARMES POUR LE MAQUIS DE SAINT-CLAIR.

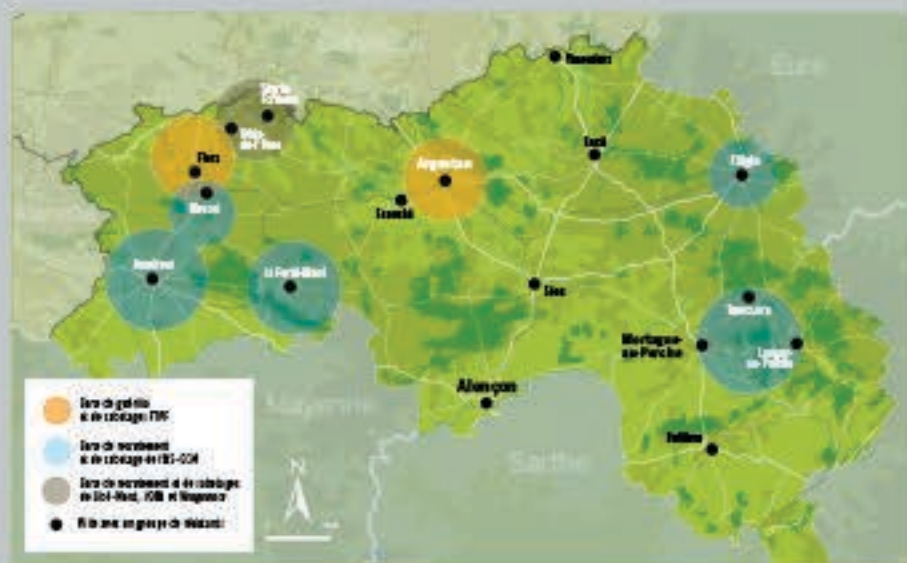
2 DANS L'ORNE, 600 HOMMES ARMÉS ET DÉTERMINÉS



Robert Aubin
Premier chef départemental FFI de l'Orne.
Océan, p. 41.

L'OCM, PRINCIPAL MOUVÈMENT DE RÉSISTANCE

L'Armée secrète (AS) est constituée principalement de l'Organisation civile et militaire (OCM), créée par Robert Aubin, chef d'entreprise et maire de Fontenai-sur-Orne. Arrêté le 3 novembre de la même année, puis déporté dans les camps nazis, le chef de l'AS de l'Orne est remplacé par un professeur agrégé d'histoire au lycée d'Alençon, Daniel Desmeulles, nommé chef départemental au début de 1944. L'AS compte, à la veille du Débarquement, 350 combattants réels, munis d'un armement insuffisant. Mais le commandement unique de la Résistance dans l'Orne n'existe pas encore.



Principales forces de la Résistance dans l'Orne au printemps 1944.
FTF, Francs-tireurs et partisans français (branche armée de l'OCM) - OCM, Organisation civile et militaire - AS, Armée secrète (succède à l'OCM le 16 mai 1944).
OCM, Organisation civile et militaire et FTF, Francs-tireurs et partisans français (Musée de la Résistance en Normandie - AS - Armée secrète (succède à l'OCM le 16 mai 1944).



Daniel Desmeulles
Deuxième chef départemental FFI de l'Orne.
Océan, p. 41.

UNE RÉSISTANCE TRÈS ACTIVE AUTOUR DE FLERS

Deuxième formation résistante par l'effectif, le mouvement Libération-Nord peut mettre en action, dans la région de Flers, 120 hommes des Corps francs, placés sous les ordres d'Henri Laforest et de Robert Bernier. Les Francs-tireurs et partisans français (FTPF) disposent de leur côté d'une vingtaine d'hommes dans la région de Flers et de 30 dans le secteur d'Argentan, tous placés sous la direction unique de Raymond Noël. Ils disposent d'un armement dérisoire.

La valeur du recrutement est variable selon les formations. Excellente chez les FTFP et parmi les Corps-francs de Libération-Nord, elle demeure très inégale parmi les effectifs de l'AS. Le mouvement Vengeance s'implante en 1943, animé par René Senaque dans la région de Trun-Chambors et par le colonel Pelet, autour de Courtois et de Moulin-la-Marche.



Henri Laforest
Chef du mouvement Libération-Nord dans le secteur de Flers, sous date.
Océan, p. 41.



Instructions de Daniel Desmeulles.
Archives de la Résistance de la Normandie, Archives/Libération, 17-X, p. 139-147.



Robert Bernier
L'un des chefs du mouvement Libération-Vengeance dans la région de Flers, sous date.
In: Stéphane Robbe, Les résistants du bocquet normand, 488-489 pages 17-48, sous le titre, Le Page des Normands, n° 2-4, 2005.
Océan, p. 41.

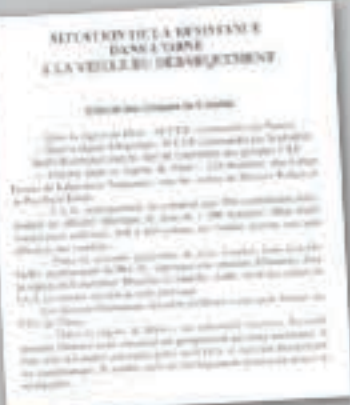


Tableau statistique des forces de la Résistance à la veille du Débarquement.
Musée Charles-de Gaulle, Archives, p. 171.

UNE GRANDE DÉTERMINATION

À la veille du Jour J, les forces de la Résistance, dans le département de l'Orne, représentent environ 600 à 650 hommes, soit près du double de celles qui peuvent engager les FFI du Calvados dans la bataille.

Le 8 mai, Daniel Desmeulles a adressé un rapport très précis (lire ci-dessus) à tous les chefs d'arrondissement du département. Tenant compte des instructions les plus récentes de l'état-major Interallié, il fournit un tableau très complet de toutes les opérations militaires dans lesquelles s'apprêtent à s'engager les FFI : sabotages des voies ferrées (plan vert), lutte antichars (plan Tortue), parachutages, opérations de guérilla sur les routes. Tout en restant lucide, il témoigne d'un grand courage et d'une détermination sans faille.



Diplôme d'appartenance à l'OCM (Organisation civile et militaire).
Principal mouvement de Résistance dans l'Orne en 1944.

In: Stéphane Robbe, Les résistants du bocquet normand, 488-489 pages 17-48, sous le titre, Le Page des Normands, n° 2-4, 2005.
Océan, p. 41.

LES PRÉPARATIFS DANS L'ORNE AVANT LE DÉBARQUEMENT (JANVIER-JUIN 1944)

22 JANVIER	1 ^{er} AVRIL	DÉBUT AVRIL	1 ^{er} MAI	NOTU DU 11 AU 12 MAI	16 MAI
EMILE LECHEZ, ANCIEN SECRÉTAIRE FÉDÉRAL DU PPF (PARTI POPULAIRE FRANÇAIS) DE L'ORNE EST ARRIVÉ À YVOIS UNIS PAR LA RÉSISTANCE.	À ARS EN DUBOIS, RECONSTITUTION DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'AS ORGANISÉ PAR LE GÉNÉRAL ALLARD.	À LAIGLE, IMPORTANCE DE RÉUNIR AU DOMICILE D'YVONNE VONNER RELATIVE À LA PRÉPARATION DU PLAN « ELECTRO » (SABOTAGE DES LIGNES ÉLECTRIQUES).	ANDRÉ GRIS EST REMPLACÉ PAR RENÉ COUSSE À LA TÊTE DU BOM (BUREAU DES OPÉRATIONS AÉRIENNES).	SABOTAGE DE PYLÔNES ÉLECTRIQUES À HAUTE TENSION À BRÉTHOU ET RECHICEL.	IMPORTANTE RÉUNION QUI VALIDE LES SABOTAGES À ENTREPRENDRE À L'ANNÉE DU DÉBARQUEMENT (PLAN D'ESMERILLES).

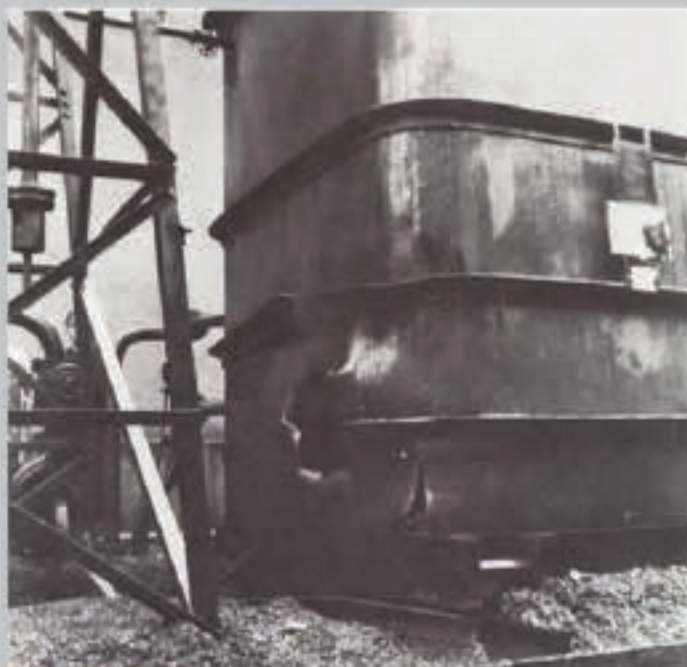
3 DANS LA MANCHE, L'UNITÉ DE LA RÉSISTANCE EST RÉALISÉE

YVES GRESSELIN, CHEF DES FFI

Trois mouvements se partagent l'essentiel des forces de la Résistance dans le département de la Manche. Le premier, par les effectifs, est l'Organisation civile et militaire (OCM) qui compte, en mai 1944, près de 500 hommes (effectif théorique), surtout actifs dans la collecte de renseignements. Son principal responsable est, à Cherbourg, l'épicier en gros, Yves Gresselin, chargé, à la fin de 1943, de former un comité départemental de libération (CDL) clandestin. Le 7 mars 1944, il est nommé chef des Forces françaises de l'intérieur (FFI) du département.



Principales forces de la Résistance dans la Manche au printemps 1944.
 FFI : Forces françaises de l'intérieur (force armée de l'État)
 SOE : Special Operations Executive (Service secret britannique)



Usine de Vezins (Manche). Sabotage d'un des transformateurs de l'usine hydro-électrique sur la Sèhane par des FTPF de l'Orne et de la Manche, le 19 janvier 1944.
 de Michel Leclercq et André Rabib, L'Orne 1944 (La Manche en images, 600 pages, Librairie des Deux-Rives, 2007, p. 44)



UNE RÉSISTANCE TRÈS ACTIVE DANS LE SUD-MANCHE

Le Front national et les Francs-tireurs et partisans français (FTP), deuxième force résistante de la Manche, durement éprouvée au printemps 1943, est surtout implantée dans le sud du département. René Berjon, qui a remplacé Léon Pinel, arrêté le 5 mars 1944, à Sens-de-Bretagne, a constitué de solides groupes à Avranches, et dans les secteurs de Saint-Hilaire-du-Harcouët et de Barenton. Les groupes FTP sont à l'origine de nombreux sabotages pendant les premiers mois de 1944, dans tout le sud-Manche. La mise hors service de quatre transformateurs de l'usine hydroélectrique de Vezins, dans la nuit du 19 au 20 janvier 1944, par un groupe dirigé par Jean Turmeau, en fournit un bon exemple. Le Front national est également très actif sur le plan de la propagande (tracts et journaux clandestins, dont une édition départementale du Front national) grâce à une rônéo camouflée à Saint-Laurent-de-Cuves, chez la mère d'André Debon. Insuffisamment armés, les FTP de la Manche sont toutefois prêts à affronter l'ennemi dès l'annonce du Débarquement.

Michel Touzias

FTP/Front national, à l'entrée de l'atelier d'imprimerie clandestin à Saint-Laurent-de-Cuves, sans date.
 (Conseil général de la Manche, Archives départementales : 127 272, reproduction A. Poitier)



Citation à l'ordre du régiment. Déférée au chef départemental du Front national : Léon Pinel, 2 janvier 1946 (Conseil général de la Manche, Archives départementales : 223 1/18, reproduction A. Poitier).



Lettre de procureur de la République à Combront. Au sujet de l'arrestation de Jean Turmeau par la police mobile à Fiers, 14 mars 1944.
 (Conseil général de la Manche, Archives départementales : 2182)



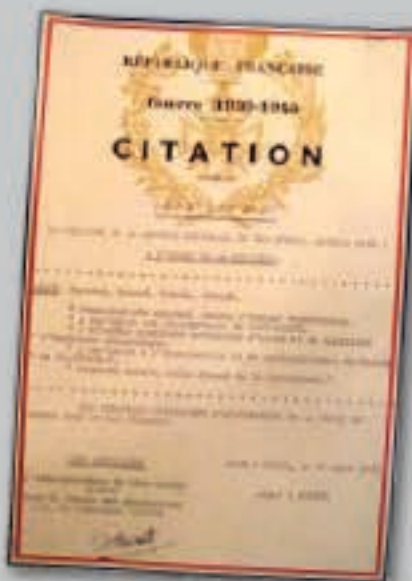
Front national. Édition de la Manche, n° 4, 1944.
 Conseil général de la Manche, Archives départementales : 127 272, reproduction A. Poitier

Commissariat des groupes FTP/Front national de la région d'Avranches-Ducy, n° 1, août 1944.
 (Conseil général de la Manche, Archives départementales : reproduction A. Poitier)

Les plans d'action de la Résistance française

Au printemps 1944, le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), en liaison avec la Résistance intérieure française, a préparé des plans d'action qui doivent être appliqués au moment du débarquement allié sur les côtes françaises. Ces plans ont été approuvés par l'état-major des Forces françaises de l'intérieur (FFI) qui commande le général Noezy à Londres, l'état-major du Special Operations Executive (SOE) britannique et l'état-major interallié.

Quatre plans principaux de sabotage ont été préparés : le plan vert (voies ferrées) ; le plan violet (lignes téléphoniques souterraines à grande distance) ; le plan Torbus (attaque des blindés ennemis) ; le plan bleu (lignes électriques à haute tension). S'y ajoute un plan rouge (déclenchement de la guérilla) essentiellement à partir des zones montagnardes qui joueraient le rôle de « réduits », c'est-à-dire à la fois zones de refuge et bases de départ pour des attaques sur les arrières de l'ennemi. Ce plan rouge va peu à peu s'étendre au gré des circonstances locales à l'ensemble du territoire.



Citation à l'ordre de la division. Signée du général Noezy, décernée à Raymond Abdon, ancien du maquis de Breucoudray, 31 mars 1945.
 (Ibid. part.)



Jean-Baptiste Etievre. L'un des responsables du mouvement Libération-Nord dans la Manche, sans lieu, ni date.
 Conseil général de la Manche, Archives départementales : 127 272, reproduction A. Poitier.

DES SABOTAGES TRÈS CIBLÉS

Libération-Nord placé sous les ordres de Joseph Bocher et de Jean-Baptiste Etievre, compte environ 200 hommes bien implantés dans les secteurs de Cherbourg, de Carentan, des Pleux et dans le sud du Coutançais.

D'autres petites formations, comme le groupe Action-PTT de Saint-Lô se montrent néanmoins très actives dans la collecte de renseignements et d'armes (parachutage de Sainte-Marie-Outre-l'Eau du 10 mai 1944), la cache de réfractaires au STO (le maquis de Beaucoudray accueille une trentaine de résistants) et la préparation des plans « violet » et « bleu » de sabotage des lignes téléphoniques et électriques.

Au début du mois de juin 1944, on peut estimer les groupes FFI, FTP, Libération-Nord et divers isolés, à un millier d'hommes.

LES PRÉPARATIFS DANS LA MANCHE AVANT LE DÉBARQUEMENT (JANVIER-JUIN 1944)

19 JANVIER

SABOTAGE CONTRE L'USINE HYDRO-ÉLECTRIQUE DE VEZINS PAR UN GROUPE FTPF.

5 MARS

CRÉATION DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LIBÉRATION (CDL) À CHERBOURG.

6 MARS

RENÉ BERJON, RESPONSABLE POLITIQUE FTPF POUR LA MANCHE, SUCCÈDE À LÉON PINEL, ARRÊTÉ LE 5 MARS À SENS-DE-BRETAGNE.

7 MARS

YVES GRESSELIN EST NÉOMIÉ COMME CHEF DES FFI DU DÉPARTEMENT DE LA MANCHE.

NOTÉ DU 9 AU 10 MAI

PARACHUTAGE SOE À SAINTE-MARIE-OUTRE-LEAU (CALVAIRES). ARMEMENT DU GROUPE ACTION-PTT DE SAINT-LÔ ET D'ESGROUPE FTPF DU SUD-MANCHE.

4 PARTOUT, LA GESTAPO PORTE DES COUPS SÉVÈRES À LA RÉSISTANCE

'1942, LA GESTAPO S'INSTALLE EN NORMANDIE

Depuis le mois de mai 1942, la répression de la Résistance en France a changé radicalement de direction et de méthode avec le remplacement des services de police militaire (*Gefahrenfeldpolizei*, ou GFP) et de contre-espionnage (*Abwehr*), dépendant de la Wehrmacht, par la Sipo (*Sicherheitspolizei*) et le SD (*Sicherheitsdienst*), les services de police et de sécurité du parti nazi. À partir de cette date, la Sipo-SD, plus communément appelée : « Gestapo » par les Français, est commandée, à Paris, par le général SS Karl Oberg, nommé chef suprême de la SS et de la police en France (*Höherer SS und Polizeiführer des Militärbefehlshaber in Frankreich*).

Les membres de la police militaire (GFP) sont alors versés dans les Kommandos régionaux de la Sipo-SD (Gestapo) et leurs antennes départementales. C'est ainsi que le territoire de la Basse-Normandie est dirigé par le chef du Kommando de Rouen, le *SS-Obersturmführer Dauber*, qui a autorité sur les antennes locales installées à Caen, pour le Calvados ; à Alençon, pour l'Orne ; à Saint-Lô, Cherbourg et Granville pour la Manche.



Avis à la population promulgué par Karl Oberg
 Chef suprême de la SS et de la police en France, 10 juillet 1942
 Carte d'identité de Alsace, Archives départementales, 30 0172
 reproduite à Paris.



La présence allemande en Normandie, le 6 juin 1944.

LA RÉPRESSION S'INTENSIFIE...

À Caen, la Sipo-SD s'est installée, depuis juillet 1942, au n° 44 de la rue des Jacobins, dans les locaux de l'ancienne clinique du Dr. Raphaël Pecker, déporté à Auschwitz-Birkenau. Le service est d'abord dirigé par un ancien policier professionnel d'Hambourg le *SS-Untersturmführer* Heinrich Meier, puis, à partir de février 1944, par le *SS-Untersturmführer* Harald Heyns, dit *Bernard*, nouvellement promu, après avoir dirigé la Sipo-SD d'Alençon durant quatre mois.

Depuis le mois de décembre 1943, la Sipo-SD a porté des coups sévères à la Résistance du Calvados. Elle a pris dans ses filets le chef départemental de Libération-Nord (Maurice Fouque), les responsables du Front national et des Francs-tireurs et partisans français (FTPF) (André Louvel, Marius Dutriaux, Oscar Dassonville, Georges Millemann, Michel De Bouard), le chef départemental du Bureau des opérations aériennes (BOA) (Emmanuel Robineau), plusieurs cadres de l'Organisation civile et militaire (OCM) (Pierre Bouchard et Gaston Corbasson). Ceux qui n'ont pas été arrêtés sont contraints de se cacher dans des villages reculés du département, ou même de quitter la région.



Les membres de la Geheimfeldpolizei d'Orléans, vers 1941.
 À l'extrême-droite, Harald Heins, futur chef-adjoint de la Sipo-SD de Caen de juillet 1942 à octobre 1943, puis chef de la Sipo-SD d'Alençon jusqu'en février 1944 et enfin chef de la Sipo-SD de Caen jusqu'en juillet 1944.
 (Caf. Jean Guillet)



Les membres de la Sipo-SD de Caen
 Prise entre octobre 1943 et mars 1944
 (Caf. Jean Guillet)

... AVEC LE CONCOURS ZÉLÉ DE JEUNES FRANÇAIS

Sans le concours zélé de personnages sans scrupule comme le sinistre Brifère, ou l'aide efficace d'une douzaine de jeunes Français égarés qui s'engagent dans l'engrenage de la collaboration policière, sous l'influence de l'ancien garagiste Raoul Hervé, la Gestapo n'aurait jamais obtenu les succès qui ont été les siens, dans la lutte sans merci livrée aux forces de la Résistance normande.

Aidé par les dénonciations de nombreux informateurs répartis dans toute la région, souvent membres des mouvements de collaboration comme le RNP, le PPF, le MSR ou Collaboration, les antennes de la Sipo-SD de Caen, d'Alençon et de Saint-Lô, continuent d'arrêter, de torturer, de fusiller ou de déporter des dizaines et des dizaines de patriotes au cours des cinq premiers mois de 1944.



Raoul Hervé
 Sans lieu ni date
 (Caf. Jean Guillet)



Serge Fortier
 Sans lieu ni date
 (Caf. Jean Guillet)



Jean Larouche
 Sans lieu ni date
 (Caf. Jean Guillet)



Daniel Cellard
 Sans lieu ni date
 (Caf. Jean Guillet)

Les mouvements de collaboration en Normandie

Les principaux mouvements de collaboration pro-allemands et soutiens de la politique dite de Révolution nationale du maréchal Pétain à Vichy, disposent d'antennes dans les trois départements bas-normands. Les deux plus importants sont le Rassemblement national populaire (RNP) dirigé au plan national par Marcel Déat et, dans une moindre mesure, le Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot. S'y ajoutent d'autres mouvements à l'influence plus réduite, comme le Mouvement social révolutionnaire (MSR), le Francisme, ou encore de petites formations locales comme le Groupe Collaboration fondé à Caen par l'ancien maire adjoint et marchand de meubles, Julien Lesoit.

Le RNP, surtout implanté dans les villes et la zone côtière du Calvados, de Cabourg à Trouville-sur-Mer, est le mouvement collaborationniste le plus actif sur le plan de la propagande, le mieux structuré et le plus nombreux (environ 450 adhérents dans le Calvados). De ce fait, il constitue l'une des cibles principales de la Résistance.



Avis du Militärbefehlshaber in Frankreich

transportant les prescriptions spéciales destinées aux civils sur le corridor à leur ou cas où ils viendraient à se trouver dans une zone d'opérations militaires.
 Sans date (vue établie le 6 mai 1944)
 (Caf. Jean Guillet)



5 LA QUESTION CRUCIALE DE L'ARMEMENT

Les parachutages du BOA (Bureau des opérations aériennes)

CALVADOS ET ORNE : LIEUX PRIVILÉGIÉS DES PARACHUTAGES



Edouard Payard
 Chef départemental du BOA de l'Orne, de mars à juillet 1943. (Caf. publicitaire)

Sous l'Occupation, les parachutages d'armes, de munitions, et d'équipements militaires divers, mais aussi d'agents, n'ont concerné que deux départements : le Calvados et surtout l'Orne. Ils ont été le fait de deux organismes militaires allés bien distincts. L'un est le Bureau des opérations aériennes (BOA), créé par Jean Moulin en avril 1943. Dépendant du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), il englobe tous les services secrets de la France Libre.

L'autre se nomme le *Special Operations Executive* (SOE), service secret créé dès 1940 par le Premier ministre britannique Winston Churchill, et que commande le lieutenant-colonel Maurice Buckmaster.



Parachutages dans l'Orne et le Calvados (1943-1944)

UNE PROCÉDURE STRICTE

Un parachutage obéit à une procédure stricte. Plusieurs semaines avant la première opération, le responsable du terrain a fait parvenir, à Londres, ses caractéristiques : localisation sur une carte Michelin avec mention de la ville la plus proche ; coordonnées en latitude et longitude. En retour, il a reçu les conventions d'homologation du nouveau terrain : nom de code (Aurore, Godet, Garde, Grêle, Éclair, Goudron, Orage, Lapin, ... pour les terrains BOA dans l'Orne), le message d'exécution diffusé sur la BBC, et la lettre de reconnaissance en morse que le chef d'équipe doit envoyer au pilote à son approche, peu après l'activation du ballage au sol.

Bombardier Halifax B. III
 Fréquemment utilisés pour les missions nocturnes spéciales destinées à armer la Résistance française. (M.F. Goude, Les Halifax, Editions France, Paris, 1972)



Les parachutages du SOE (Special Operations Executive)

« CHASSEZ LE LOUP SAUVAGE DEUX FOIS »

Le message codé du parachutage SOE de Montchaufvet (Calvados), dans la nuit du 28 au 29 avril 1944 : « Chassez le loup sauvage deux fois », signifiait, pour Jean Renaud-Dandoulle, le chef adjoint du maquis de Saint-Claire/Scientist, l'envoi de deux parachutages.

Le nombre d'hommes présents sur le terrain est très variable. Dans la nuit du 7 au 8 avril 1944, Georges Tessier, le chef de terrain BOA réceptionne, sur « Goudron » (Radon, Orne), 27 conteneurs, (message : « Tiens voilà la quille ») avec seulement 7 hommes. Le parachutage effectué dans la nuit du 2 au 3 juin 1944, pour le maquis de Saint-Claire/Scientist, sur le terrain de Saint-Claire (Pierrefitte-en-Cinglais, Calvados), (message : « Le cerf-volant tire la ficelle ») est réceptionné par 14 résistants.

Le ramassage des lourds conteneurs, colis et paquets terminé, il faut acheminer le plus rapidement possible le matériel vers la cache aménagée au préalable, puis faire l'inventaire et assurer la distribution aux chefs de groupes et de maquis de la région.

Les échecs ne sont pas rares. Le plus souvent, ils sont dus à une mauvaise météo qui empêche les pilotes des lourds bombardiers, *Halifax*, *Lancaster* ou *Stirling*, d'apercevoir le ballage au sol, ou la lettre de reconnaissance.



Rapport de gendarmerie du lieutenant Quiroy
 Concernant la section de gendarmerie de Vire, sur un parachutage d'armes et de postes TSF à Montchamp-Montchaufvet, daté du 1^{er} mai 1944. (Etat-major de Calvados, Archives départementales - DNE)



Conteneurs de type H, forme de l'Asnières
 Route de Cerisy-Belle-Étoile, pont de la Chaussée, chez M. Louis Lévoyer, Orne, 1944. (M.F. Goude, Les Halifax, 1972, Chasseurs et sauteurs de l'Orne par André Labrousse, page 8. Cof. p. 4.)



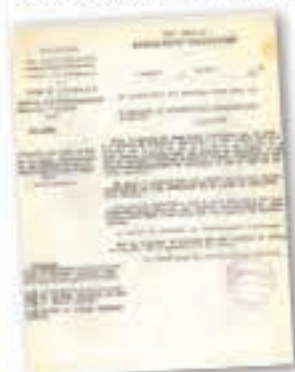
Notice de montage de la mitrailleuse STEN (Mark 10) de calibre 9 mm
 2^e Ligne saute-leviers, 12 septembre 1944. (Chasseurs et sauteurs de l'Orne par André Labrousse, page 8. Cof. p. 4.)



6 L'APPLICATION DES PLANS "VERT", "VIOLET" ET "BLEU"

Le plan « vert » (Les voies ferrées)

SUR LE PIED DE GUERRE DÈS LE 5 JUIN



Rapport du commandant des renseignements généraux d'Alençon

Daté du 6 juin 1944 sur sa arrivée sur un pont de fer de la ligne Alençon-Candé-sur-Idre à Boissey-Maugis (Orne).
Comité général de l'Orne. Archives départementales - JMO.

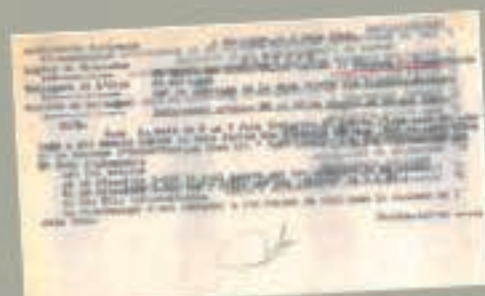
Le 1^{er} juin 1944, la radio anglaise (BBC) diffuse les messages d'alerte à la Résistance française. Dans les heures qui suivent, toutes les formations clandestines de Normandie sont sur le pied de guerre. Elles entrent en action, dès la réception des messages d'exécution, envoyés sur les ondes, à partir de 21h. 15, le 5 juin.

Dans le Calvados, le maquis de Saint-Clair/Scientist (SOE) du capitaine Jean Renaud-Dandicolle se mobilise dès la réception des messages : « L'appel des laboureurs dans le matin brumeux » pour exécuter le plan vert, le sabotage des voies ferrées ; « Et l'on n'a rien perdu lorsqu'on garde l'espoir », pour appliquer le plan de guérilla sur les routes.

Dans les autres secteurs du département, mais aussi dans l'Orne et la Manche, ce sont les messages : « L'heure des combats viendra », message d'alerte diffusé le 1^{er} juin ; « Les dés sont sur le tapis » et « Il fait chaud à Suez », messages d'exécution reçus le 5 juin, qui déclenchent l'entrée en action des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) pour appliquer les plans de sabotage et de guérilla.



Sabotages de voies ferrées dans l'Orne en 1943 et 1944.
Comité général de l'Orne. Archives départementales - JMO.



Rapport de gendarmerie du 8 juin 1944

Sur un sabotage effectué sur la voie ferrée Saint-Basle-Bermy, sur la commune d'Echoiroux (Orne), au lieu-dit : « Pont-Lacroix ».
Comité général de l'Orne. Archives départementales - JMO.



Un sabotage de voie ferrée.
Reconstitution d'après-guerre, sans lieu ni date.

DES ATTAQUES CIBLÉES, DES LIGNES SABOTÉES

Le plan vert est facilement appliqué, en raison d'un réseau ferroviaire déjà largement endommagé au cours des mois précédents le 6 juin par la Résistance (12 actions de sabotage réussies dans l'Orne de janvier à juin 1944) et par les attaques ciblées de l'aviation alliée. Dans le Calvados, la ligne Paris-Caen est coupée à Lisieux et à Caen. La voie ferrée Caen-Fiers est sabotée à Grimboisq, dans la nuit du 5 au 6 juin, par le maquis de Saint-Clair/Scientist (SOE). Dans l'Orne et la Manche, plusieurs sabotages de voies sont effectués sur la ligne Paris-Granville, dans la nuit du 6 au 7 juin (à Ecouché, Argentan, Briouze et Folligny).

Les plans « violet » et « bleu » (Les lignes téléphoniques et électriques)



Affiche allemande

Menace de la peine de mort les auteurs de tout endommagement de lignes de transmission, de câbles de télégraphie militaire en France, sans date.
Général Jean Guibet.

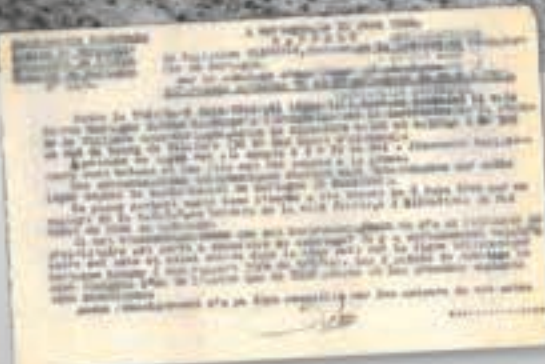
D'INNOMBRABLES COUPURES DE LIGNES

Dans le Calvados et la Manche, ce sont les maquis FTPF, mieux structurés, qui se montrent les plus réactifs ; les premiers, en coupant les lignes téléphoniques et électriques dans plusieurs localités du bocage viorais et du sud du Pays d'Auge ; les seconds, dans le sud-Manche (secteurs d'Avranches et de Brécéy).

Dans l'Orne, les équipes de l'AS dirigées par Daniel Desmaulles, chef départemental de l'Armée secrète (AS), puis à partir du 20 juin, par André Mazeline, chef des FFI (AS+FTFP), effectuent d'innombrables coupures des lignes téléphoniques aériennes et souterraines. La coupure des câbles Le Mans-Caen et Bémay-Falaise revêt un caractère extrêmement important.



Pont de Bretagne détruit à Pontaubault par une équipe (FTP) d'Avranches.
Comité général de l'Orne. Archives départementales - JMO.



Rapport du commandant la section de gendarmerie de Mortagne

Sur le sabotage d'une ligne téléphonique longeant la voie ferrée Mortagne-Saint-Basle-Bermy, sur la commune de Villers-sous-Mortagne, le 6 juin 1944.
Comité général de l'Orne. Archives départementales - JMO.



7 L'APPLICATION DU PLAN TORTUE

RALENTIR L'ENNEMI

L'exécution du plan Tortue, attaque de blindés et de ralentissement des convois militaires allemands a pris des formes multiples dans toute l'étendue de la Basse-Normandie. Dans le Calvados, les groupes du *Special Operations Executive* (SOE), en Suisse normande, et dans le sud du Pays d'Auge tapissent les routes secondaires de crépe-pneus, et multiplient les abattages d'arbres dressant autant d'obstacles à la progression des véhicules ennemis vers le front.

Partout, les panneaux indicateurs sont déplacés. Le 6 juin, dans le secteur d'Athis-de-l'Orne, un convoi militaire allemand tourne pendant plusieurs heures, de nuit, sur le même itinéraire : vallée de la Vère, Cingal, Le Potrier, vallée de la Vère.

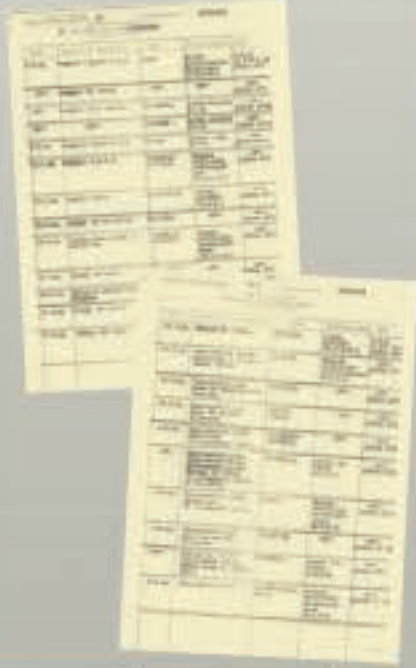


Tableau des opérations effectuées par la Résistance dans le département de Calvados du 6 juin au 8 août 1944.



Plan fortes dans le Manche, du 6 au 13 juin 1944 par André Debos.

ACTES DÉFERÉS DU 6 AU 15 JUIN 1944
- Coupure télégraphique (5 juin) - Plan Tortue
- Coupure routes (6-7 juin) - Plan Tortue
- Sabotage sur route (8-10 juin) - Plan Tortue



Communiqué des groupes FTP/Front national de secteur Avranches-Bucy, août 1944.



UNE ACTION EXEMPLAIRE

Dans la Manche, le 8 juin 1944, à Chevreville, le groupe FTPF de Saint-Hilaire-du-Harcouët abat un gros sapin en travers de la route qui relie cette commune à Juvigny. Dans la soirée, deux convois venant de Bretagne, et chargés de munitions, sont arrêtés par l'obstacle. Avant que les Allemands n'aient pu faire sauter l'arbre, la colonne, repérée par l'aviation alliée, est mitraillée le 9 juin. Les munitions explosent. 27 camions sont détruits. Les pertes de l'ennemi sont nombreuses.

Dans l'Orne, les abattis d'arbres occasionnent d'importants retards à l'ennemi. Le groupe de Joseph Royant parvient à neutraliser pendant trois jours la route N°4 entre Gacé et Vimoutiers. Des véhicules sautent sur des mines, tandis que d'autres sont attaqués à la mitrailleuse et à la grenade. Les actions les plus spectaculaires ont lieu le 10 juin lorsque le groupe de Nonant-le-Pin parvient à immobiliser deux chars lourds sur la route d'Argentan, puis quand le groupe du Merleraut fait sauter, pendant la nuit du 11 au 12 juin, deux camions de munitions qui montaient vers le front.

Exemple de l'application de la tactique Tortue dans la Manche, le 8 juin 1944. Un convoi militaire allemand tourne pendant plusieurs heures, de nuit, sur le même itinéraire : vallée de la Vère, Cingal, Le Potrier, vallée de la Vère.



Char Mark IV abandonné par les Allemands au Mille-sur-Sarthe ou Mille-sur-Sarthe, dans l'Orne, le 13 août 1944, suite à une action de la Résistance.

LES RÉSISTANTS RALENTISSENT LES TROUPES ALLEMANDES

Les sabotages de ponts se soldent souvent par des échecs en raison de l'insuffisance des quantités d'explosifs et de l'inexpérience des équipes de sabotage. Dans le Calvados, l'équipe du capitaine FFI Georges Pollâne réussit, le 4 juillet, à faire sauter un pont en bois sur l'Orne pourtant gardé par l'ennemi, à hauteur de Fleury-sur-Orne.

Malgré une pénurie criante en armes anti-char, l'exécution du plan Tortue est menée à bien dans l'Orne et, dans une moindre mesure, dans la Manche et le Calvados. Les résistants normands ont ainsi contribué, à la suite de leurs camarades des maquis plus importants du sud de la Loire, à freiner la montée en puissance des troupes allemandes vers le front de Normandie.



LES MISSIONS HUMANITAIRES DE LA RÉSISTANCE

UN "ILÔT SANITAIRE" A CAEN

Après les bombardements aériens alliés de 13h 30 et de 16h 30, le 6 juin 1944, et celui de 2h 40, le 7 juin, au cours duquel plus d'un millier de bombardiers Lancaster et Halifax de la Royal Air Force (RAF) écrasèrent les quartiers centraux de Caen, des milliers de Caennais se trouvent sans abri. Tandis que les habitants de la rive droite cherchent un asile auprès de l'hospice des Petites Sœurs des Pauvres et des caméras de Fleury-sur-Orne, ceux de la rive gauche se replient vers le lycée Malherbe, le Bon-Sauveur et l'hospice Saint-Louis.

C'est ainsi que s'est créé un « îlot sanitaire », espace comprenant le Bon-Sauveur, et le lycée Malherbe, délimité par les rues Guillaume le Conquérant et Caponière, au nord, et les rues du Carel et de l'Abbatiale, au sud.



Photographie aérienne de l'îlot sanitaire à Caen

De A. Goussard et P. Lacombe, Caen pendant la bataille de Normandie, Caen, 1994, 102 p. (à droite)



Plan du lycée Malherbe et de Bon-Sauveur

De A. Goussard et P. Lacombe, Caen pendant la bataille de Normandie, Caen, 1994, 102 p. (à droite)



Front du 7 juillet 1944 avant l'opération Chambois et la prise de Caen (8-9 juillet 1944).

De M. H. et M. H. Caen, p. 114-115

SIMONE HIMBERT PASSE LES LIGNES

Très rapidement, la nécessité d'avertir les Britanniques de la présence de cette foule de Caennais regroupés dans le quartier Saint-Etienne devient la préoccupation des autorités françaises (municipalité de Caen, préfecture) et des chefs de la Résistance caennaise.

Une première tentative de franchissement des lignes est effectuée, avec succès, le 12 juin au matin, à l'initiative de Léonard Gilie, le président du CDL et des FFI de Caen. Celui-ci obtient d'une courageuse sage-femme, Simone Himbert, l'accord de passer les lignes à vélo, avec pour seul matricule le brassard de la Croix-Rouge française.

Après bien des péripéties, elle parvient à rencontrer le capitaine Fitzgerald, de l'Intelligence Security (IS), à Douvres-la-Délivrande, puis, en soirée, à traverser les lignes à Brettville-L'Orgueilleuse pour rendre compte au capitaine Gilie.



Refugiés à l'abbatiale

Dans une des chapelles de l'église abbatiale Saint-Etienne de Caen, juillet 1944.

(Caf. sur Gallica)



Témoignage de Joseph Poitier

Maire-adjoint de Caen en 1944.

De la bataille de Caen, 6 juin-17 août 1944, Caen, 1994, 102 p. (à droite)

L'AUDACE DE MARCELLE HARICOT

Le 14 juin, Bernard Lecomte, ancien préfet de la Corrèze, révoqué par Demandolx, déguisé en brancardier, et Denise Brotzet, chef de la section ambulancière de la Croix-Rouge, se portent volontaires, pour porter un nouveau message aux Alliés.

Sous le prétexte d'aller chercher un blessé sur la ligne de feu, ils parviennent, en ambulance, à passer les lignes à Buroon. Mis en rapport avec un officier de l'Intelligence Security (IS), ils parviennent à faire passer, deux jours plus tard, depuis Bayeux, un message au docteur Cayla annonçant la réussite de leur mission.

Une troisième tentative est également couronnée de succès grâce à l'audace d'une jeune Française de 18 ans, Marcelle Haricot qui réussit, dans la nuit du 25 au 26 juin, une liaison très difficile avec les troupes alliées, en longeant à pied le canal de Caen à la mer, jusqu'à Bénouville, où la résistante Léa Vion la met en rapport avec le capitaine Fitzgerald.



Léa Vion

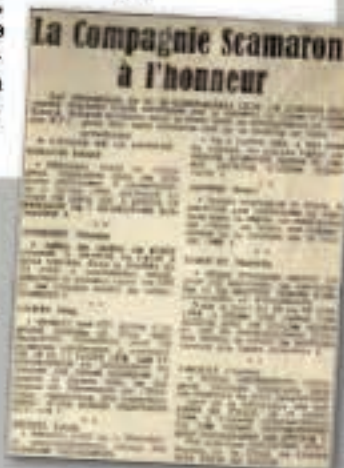
Directrice de la maternité de Bénouville, avec son brassard FFI, château de Bénouville, à la fin de l'été 1944.

(D.G.)

Citations à l'ordre de la brigade de Simone Himbert et de Marcelle Haricot

Avec attribution de la Croix de guerre avec étoile de bronze.

(de la bataille de Normandie, 7 octobre 1944)



Henri Lampierre, gendarme de la brigade de Bretonne-sur-Laize

Membre de maquis de Saint-Claire, il a retourné au maximum la transmission d'un ordre allemand d'évacuation de Caen. Il a ainsi sauvé de nombreuses vies de réfugiés qui seraient périés sous les bombardements sur les routes de l'évacuation, Landelles-et-Couygnon, 1944.

(Caf. sur Gallica)

LE CALVADOS APRÈS LE DÉBARQUEMENT (JUIN 1944)

6 JUIN

0830 : DÉBUT DE L'OPÉRATION OVERLORD, DÉBARQUEMENT ALLIÉ SUR LES CÔTES DE LA MANCHE, PUIS DU CALVADOS.

6 JUIN

0830 : DÉBUT DU MASSACRE, PAR LA GESTAPO DE CAEN, DE QUÉL QUE SOIENT LES RÉSISTANTS INTERDITS À LA MAISON D'ARRÊT.

6 JUIN

1330 : PREMIER BOMBARDÉMENT AÉRIEN ALLIÉ SUR LA VILLE DE CAEN ET VAI TRES VILLES DE NORMANDIE. LE COMMANDANT ROBERT ESCOFFIER, CHEF DES FFI DE CALVADOS SEMENT DE CAEN EST TUÉ.

14 JUIN

LE GÉNÉRAL D'EGALITÉ DÉBARQUÉ DE LA COMBATANTE, À COURSEVILLE/GUYE, SE REND À BAYEUX, ISIGNY ET G. RANDEAMP. FRANÇOIS COULET EST INSTAÛLÉ COMMANDANT DE LA RÉPUBLIQUE.

15-30 JUIN

CRÉATION PAR LÉONARD GILIE, CHEF DES FFI DE CAEN, DE LA COMPAGNIE FRED SCAMARONI.

26-30 JUIN

OPÉRATION EPSOM, ASSAULT D'UN OP. BRITANNIQUE, À L'EST DE CAEN.



9

LES MISSIONS DE RENSEIGNEMENT DERRIÈRE LES LIGNES ALLEMANDES

FAUX PAPIERS ET MOTS DE PASSE

Dans la nuit du 9 au 10 juillet 1944, le capitaine Jack Berford Hayes, alias *Éric*, officier britannique, est parachuté sur le terrain « Panama », commune de Fougerolles-du-Plessis, en Mayenne, en même temps qu'un parachutage d'armes pour le compte du réseau SOE *Scientist* commandé par la major Claude de Balszac, alias *Michel*.

Le lendemain, il est conduit auprès du groupe FTPF de Saint-Hilaire-du-Harcouët (Manche), une dizaine d'hommes installés dans une grange du hameau de Sérouranne. Les maquisards y dorment sur des nattes de paille au sol et prennent leurs repas en commun.

Là, *Éric* leur explique sa mission. Il doit trouver des volontaires qui acceptent de traverser les lignes allemandes pour collecter le maximum de renseignements sur l'ennemi (concentrations de troupes, ouvrages de défense, etc.) et les ramener à l'état-major des forces expéditionnaires alliées. Tout doit être uniquement mémorisé. *Éric* leur fournit des faux papiers et deux mots de passe lorsqu'ils entreront en contact avec les troupes américaines. Six d'entre eux se portent volontaires parmi lesquels André Debon.



André Blandin, agent de liaison de capitaine Hayes. Chef de la mission Helmsman.



André Debon, FTPF l'un des volontaires de la mission Helmsman, sans être ré-défini.



Capitaine Jack Berford Hayes alias Éric Officier britannique, chef de la mission Helmsman.

MISSION HELSMAN

Le 12 juillet, *Éric* installe son PC à la ferme des Hersandières, sur la commune de La Mancellière (Manche). Puis il recrute encore, grâce aux chefs de la Résistance locale, et avec l'aide d'une jeune femme de 23 ans, Andrée Blandin, agent de liaison, 68 volontaires. 31 d'entre eux sont envoyés derrière les lignes pour la mission baptisée Helmsman, les autres sont envoyés comme « guides statiques » attendant les Américains au plus près du front.

Sur les 31 volontaires partis traverser les lignes, 26 réussissent le passage entre le 18 et le 28 juillet.

LISTE DES 26 VOLONTAIRES QUI PÉNÈTRENT LES LIGNES DE FRONT ENTRE LE 18 ET LE 30 JUILLET 1944.

ANDRÉ BLANDIN	JEAN CÉCILE
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL
ANDRÉ BONNET	JEAN-PAUL

Liste des 26 volontaires qui pénétrèrent les lignes de front entre le 18 et le 30 juillet 1944.

UN SUCCÈS COMPLET

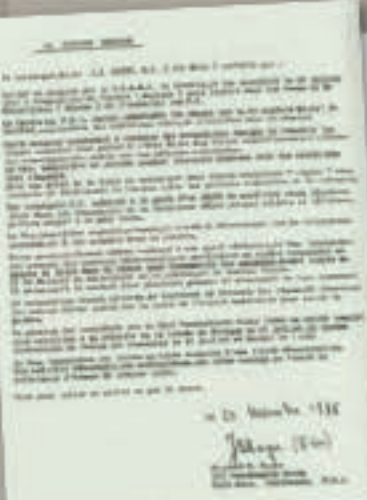
Les Américains apprennent que les arrières de l'ennemi ne présentent pas de défenses importantes et que peu de troupes sont stationnées dans le sud de la Manche. Les Allemands sont mal équipés et ne se déplacent en convois que sur les petites routes. L'utilité des bombardements des villes apparaît faible sur le plan militaire. Grâce aux renseignements fournis par la Résistance, l'armée américaine progresse de Saint-Lô à Avranches en cinq jours. Elle a permis d'avoir plusieurs jours d'avance sur les plans prévus.

« La mission fut considérée par le haut commandement allié comme un succès complet. Elle contribua à la réussite de la trouée de Marigny le 25 juillet, la percée victorieuse de Patton sur Avranches, le 31 juillet, et Rennes, le 3 août » (JB Hayes, 23/11/1985).

La Résistance normande a ainsi démontré de manière éclatante aux Alliés sa valeur et son efficacité.



L'opération « Cobra » : la percée, du 25 au 31 juillet 1944.



Attestation délivrée par le Major JB Hayes. Datée de 23/11/1985.



Allocution du Major B. Hayes devant la ferme Baget, à La Mancellière, 28 juillet 1946.



Réception de décorations aux guides Helmsman.

LA MANCHE APRÈS LE DÉBARQUEMENT (JUILLET 1944)

12 JUILLET	25 JUILLET	26 JUILLET	28 JUILLET	30 JUILLET	31 JUILLET
DÉBUT DE LA MISSION HELSMAN.	DÉBUT DE L'OPÉRATION COBRA PAR L'ARMÉE AMÉRICAINE.	PERCÉE DÉCISIVE DU VII ^e CORPS D'ARMÉE US EN DE MARIGNY ET SAINT-GILLES.	LES TROUPES AMÉRICAINES S'EMPARENT DE COUTANCES.	GRANVILLE ET AVRANCHES SONT LIBÉRÉS.	LA TÊTE DE PONT SUR LA SEINE À FONDRAVAULT OUVRE LA PORTE DE LA BRETAGNE AU VII ^e CORPS D'ARMÉE DE PATTON.



10 LES MISSIONS DE GUIDAGE DES AVANT-GARDES ALLIÉES

La Compagnie Scamaroni à Caen et dans le Calvados



Lever des couleurs
Place Monseigneur des Borneaux, Caen, 9 juillet 1944.
(Archives Jean-Claude)



Château de la prise de Caen, 8 et 10 juillet 1944.
D'après l'histoire officielle, les participants canadiens à la Secours Grand Nord, y compris la Compagnie de la Résistance, les opérations dans le nord-ouest de l'Europe 1944-1945.

LÉONARD GILLE CRÉE LA "SCAMA"

La Compagnie Scamaroni est formée après le 6 juin 1944, par l'avocat Léonard Gille, qui se trouvait à Paris au moment du Débarquement. A ce moment, la Résistance caennaise se trouve sans chef et sans ordres. Le chef départemental des FFI, Jacques Berjot, successeur de Kaskoreff, se trouve à Lion-sur-Mer, le jour J, ne peut gagner son poste de commandement qui se trouve à la cure de Giberville. Le chef des FFI de Caen, le capitaine Le Coutour est tué rue des Jacobins.

Dès son retour à Caen, Léonard Gille qui vient d'être nommé chef d'état-major adjoint au chef de la région M1, Eugène Meslin, indisponible à cause d'un accident, prend en main la direction de la Résistance caennaise. Les bombardements incessants de la ville en partie ruinée, la présence des Allemands, en particulier de la Gestapo, rend sa tâche très difficile.



Remise de décorations
à trois FFI de la Compagnie Fred Scamaroni: Léonard Gille, Georges Poitane, René Berjot, Caen, Quartier Lorge, juillet 1944.
(Archives de Comité Régional Résistance et Mémorial)



Léonard Gille
Président du CIL du Calvados, commandant la Compagnie Scamaroni de Caen, photo studio Paris, Caen, sans date. Délivrance à René Lemprière.

HOMMAGE À FRED SCAMARONI

Assisté de résistants de la première heure, membres de l'Armée volontaire (AV), puis de l'Organisation civile et militaire (OCM) : l'artisan peintre René Duchez, le garagiste Léon Dumis, Jeannine Boltard, sa future épouse, l'aviateur canadien Paul Gingras, abattu au-dessus de Versailles, puis l'interne Serge Goguel, Léonard Gille tente de rassembler autour de lui les FFI isolés.

Peu à peu, le chef de la Résistance caennaise est en mesure de constituer une petite formation dont il confie le commandement militaire au capitaine Georges Poitane. Il décide de la nommer « Compagnie Scamaroni » en hommage à l'ancien chef de cabinet du préfet du Calvados, Fred Scamaroni, envoyé en Corse par le BCRA et qui, tombé aux mains de l'OVRA italienne (l'équivalent de la Gestapo), en mars 1943, choisit de se suicider pour ne pas parler.



Détail de la Compagnie Scamaroni
Rue de la Libération le coupé sur à Caen, juillet 1944.
(Archives Jean-Claude)

Le combat continue dans la 2^e DB



Décret de 25 septembre 1946
Portant promotion et nomination dans l'ordre de la Légion d'Honneur de Georges Poitane, capitaine des FFI tué à Fosseuse, à Lisieux, le 23 août 1944.
(Archives de Comité Régional Résistance et Mémorial)

LES FFI SERVENT D'ÉCLAIREURS AUX ALLIÉS

Fort de quelques dizaines d'hommes, la « Scama » se procure des armes grâce à un vol audacieux effectué dans un dépôt allemand situé dans l'ancienne gare Saint-Martin. Y participent Léon Dumis, René Duchez, Jean-Marie et Jacques Vico, Roger Leblond. Le 9 juillet, jour de la libération de la rive droite de l'Orne, un petit détachement de FFI participe à la cérémonie de lever des couleurs, en début de soirée, place de la pyramide, devant le lycée Malherbe.

Les volontaires effectuent de nombreuses patrouilles de sécurité dans le No man's land entre les lignes. Robert Castel laisse la vie le 10 juillet, au rond-point de l'Orme, et Raymond Chatelain, est tué le 18 juillet, près du pont de Vaucelles. Plusieurs FFI servent d'éclaireurs aux troupes d'infanterie canadiennes et britanniques, participent à des sabotages, ou aux combats de la libération du Calvados. Quelques-uns, comme Guy Merle et Jacques Vico poursuivent leur engagement au sein de la 2^e DB du général Leclerc.



Le brigadier Jacques Vico
en uniformes devant sa blouse légère du groupe tactique Langlade, 2^e DB, 1944.
(G.M. par.)



11 PATROUILLES, COUPS DE MAIN ET CAPTURE DE PRISONNIERS

Les FFI de l'Orne au cœur des combats de la Libération

LE SABOTAGE SE POURSUIT

Le 20 juin 1944, André Mazeline, alias Marsoulin, chef des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) de l'Orne, s'adressant à ses chefs de secteur, ordonne le soulèvement général de toutes les forces combattantes du département. Cela veut dire continuer le sabotage du matériel de l'ennemi, intensifier la guérilla chaque fois que l'armement et les effectifs le permettent, harceler l'ennemi partout à la fois, et abattre sans pitié les agents de la Gestapo et les traîtres.

Entre le 20 et le 30 juin, les FFI font sauter dans la région de Fiers, quatre ponts sur des routes particulièrement fréquentées par les Allemands. Dans la vallée de la Vère, le groupe Saniez sabote, de nuit, les moteurs de 25 véhicules stationnés dans l'usine de la Martinique.



Trojet suivi par le 2^e DB du général Leclerc entre le 6 août et le 22 août 1944. Du côté de Lisieux des territoires, à sa tête le Général Leclerc de l'Orne, 2012.



André Mazeline. En uniforme de capitaine des FFI, nommé chef départemental des FFI, à partir du 20 juin 1944, en remplacement de David Desnoailles, arrêté.



Section de FFI entrant dans Ecouché (Orne), le 19 août 1944. In: Michel Bancel, L'Orne dans la Normandie, éd. Les Éditions de la Libération, Paris, 1972, p. 101, photo ORN.

MORTAGNE EST LIBÉRÉE

Dans tous les secteurs de l'Orne, la guérilla est intense. Chaque nuit, des véhicules sautent sur des mines et prennent feu. Les motocyclistes et les voitures légères isolés sont mitraillés. Les effectifs de la Résistance progressent malgré les opérations sanglantes conduites par la Gestapo (le 28 juin huit maquisards sont fusillés dans la ferme des Riaux, à Boucé) et les assauts des troupes allemandes contre le maquis (quatre FFI sont tués dans le combat de Saint-Cyr-la-Rosière, le 4 août). Les FFI étaient environ 600 le 6 juin ; leur nombre a triplé le 10 août.

Dans la région de Tourouvre, le 12 août, le lieutenant Levêque reçoit un renfort de 15 Sas (commandos du Spectral Air Service britannique) parachutés, et des opérations conjointes Sas-FFI sont entreprises. Les FFI libèrent Mortagne et nettoient la région du Perche.

	Effectifs FFI	Effectifs SS	Effectifs FFI	Effectifs SS
	avant	avant	après	après
Effectifs FFI	600	100	1800	100
Effectifs SS	100	100	100	100
Effectifs FFI	600	100	1800	100
Effectifs SS	100	100	100	100

Tableaux statistiques des pertes humaines et matérielles infligées à l'ennemi à l'ouest et à l'est de Fiers, du 6 juin au 20 août 1944. (André Mazeline, Chronologie, éd. Les Éditions de la Libération, p. 26-27)

	Effectifs FFI	Effectifs SS	Effectifs FFI	Effectifs SS
	avant	avant	après	après
Effectifs FFI	600	100	1800	100
Effectifs SS	100	100	100	100
Effectifs FFI	600	100	1800	100
Effectifs SS	100	100	100	100

Tableaux statistiques des pertes humaines et matérielles infligées à l'ennemi au centre de l'Orne, du 6 juin au 20 août 1944. (André Mazeline, Chronologie, éd. Les Éditions de la Libération, p. 26-27)

L'AIDE PRÉCIEUSE DES FFI DE L'ORNE

Marsoulin franchit les lignes à Mortrée, rejoint la 2^e DB du général Leclerc avec le capitaine De Normandie, et tous deux servent de guides aux groupements tactiques dans leur avance vers Ecouché. Celui-ci y trouve une mort glorieuse en se lançant à l'assaut d'un canon anti-char ennemi.

Le capitaine DRONNE, commandant la 9^e compagnie du 3^e régiment de marche du Tchad, atteste dans un document officiel, rédigé à son PC, le 17 août « que les FFI de l'Orne lui ont apporté une aide précieuse, du 12 au 16 août 1944, dans la marche en avant vers Ecouché et dans la défense de cette ville, qu'ils ont assuré de nombreuses patrouilles et de nombreuses missions de jour et de nuit, qu'ils ont en particulier exécuté un coup de main dans l'après-midi du quatorze qui a permis de ramener 129 prisonniers allemands, de capturer un important matériel (armes et véhicules) et de délivrer 8 Américains dont 7 blessés ».

Le général Leclerc durant l'honneur au capitaine Dronne chef de la 9^e compagnie du 3^e bataillon du régiment de marche du Tchad de foncer sur Paris, Antibay, 24 août 1944. (Marsoulin, Leclerc-Marsoulin aux Éditions de la Libération, Paris, 1972, p. 101, photo ORN)



L'ORNE APRÈS LE DÉBARQUEMENT (AOÛT 1944)

- 7-8 AOÛT** : ÉCHEC DE L'ACCROCHE OFFENSIVE ALLEMANDE DANS LE SECTEUR DE MORTRÉE.
- 7 AOÛT** : LA 2^e ARMÉE CANADIENNE LANCE L'OPÉRATION HURON EN DIRECTION DE FALAISE.
- 12 AOÛT** : LA 2^e DB DU GÉNÉRAL LECLERC LIBÈRE ALAIN COÛN ET ECOUCHÉ. LES FFI DE L'ORNE PARTICIPENT PARTOUT AUX COMBATS DE LA LIBÉRATION.
- 19 AOÛT** : CANADIENS, POLONAIS, AMÉRICAINS ET FRANÇAIS DE LA 2^e DB OPÈRENT LEUR JOUR CLIM PRÈS D'ECOUCHÉ.
- 21 AOÛT** : FERMETURE DE LA FOUCHE D'ECOUCHÉ. LES ALLEMANDS SE RENDENT À TOURNAI-SUR-ORVE.
- 22 AOÛT** : À FALAISE, LE GÉNÉRAL LECLERC REÇUT L'ORDRE : « MONUMENTAIREMENT SUR PARIS ».



12 LE SAUVETAGE DES AVIATEURS ALLIÉS TOMBÉS AU-DESSUS DE LA NORMANDIE



"CEUX QUI CACHENT LES ANGLAIS SERONT FUSILLÉS"

Dans les trois départements bas-normands, des hommes et des femmes de tous âges et de toutes conditions ont pris des risques considérables pour que les pilotes de chasse et les membres des équipages de bombardiers alliés dont les avions ont été abattus, ou qui ont été contraints de se poser en Normandie, puissent échapper à la capture.

Dès le mois de juin 1940, une ordonnance du gouverneur militaire en France menace du tribunal de guerre toute personne qui prêterait assistance à des militaires non allemands se trouvant dans les territoires occupés. Quelques mois plus tard, une nouvelle ordonnance du chef de l'administration militaire en France prescrit que toutes les personnes qui, après le 20 octobre 1940, continueront à héberger des Anglais sans les avoir déclarés, seront fusillées.

Aviateurs en clandestinité

Ernest Philip Green, R-A. Luesden, Léonard Scholtzke et du résistants de Lortay-L'abbaye M. Enaut, prise chez la tante d'André Rougeyron, Marie Lefebvre, juillet 1944. Collection particulière

ANDRÉ ROUGEYRON CACHE QUATORZE AVIATEURS

Dans l'Orne, à partir de l'été 1943, un résistant, André Rougeyron, ingénieur, expert en mécanique à Domfront, se spécialise dans la recherche et le sauvetage d'aviateurs britanniques et américains en détresse. Mobilisant plusieurs membres de sa famille, ses amis et ses camarades de résistance de l'Orne (Yvette Dubocq) et du Calvados (Robert Dedeystère, Léonard Gille), il se dépense sans compter pour venir en aide à quatorze d'entre eux. Il les héberge dans sa propriété, le chalet du Brouillard, un château isolé dans la forêt sur la commune de Domfront. Il leur procure des vêtements civils, de la nourriture, des faux papiers d'identité, puis se charge de leur convoyage vers Paris, et les confie à une filière d'évasion vers l'Espagne, ou la Suisse. Après le Débarquement, il les cachera jusqu'à ce qu'ils puissent passer les lignes, ou attendre leur libération. leur convoyage vers Paris et les confie à une filière d'évasion vers l'Espagne, ou la Suisse. Après le Débarquement, il les cachera jusqu'à ce qu'ils puissent passer les lignes ou attendre leur libération.



7. Domfront (Orne), Chalet du Brouillard, propriété d'André Rougeyron. Cette maison abrita pendant 500 jours de guerre de nombreux aviateurs anglais et américains. (Détail parti)



Le capitaine Kenneth E. Hagan

et l'épave de son Mustang qui a dû se poser à cause d'une panne de moteur, le 17 juin 1944, dans un champ, sur la commune de Tinchebray. Collection particulière



André Rougeyron. In: Stéphane Aubry Les Résistants de l'Orne, 1944, Le Petit-duc-Rouge, n° 7-8-2005, second volume, p. 152



Janine Boitard. Membre d'un réseau d'évasion, avec Léonard Gille, vers la Suisse. (Détail parti)

LE RÉSISTANT ORNAIS EST RENTRÉ DES CAMPS NAZIS

Le 3 août 1944, André Rougeyron est arrêté, à Domfront, par Jardin, l'un des auxiliaires les plus zélés de la Gestapo d'Alençon. Interné à la prison des ducs à Alençon, puis transféré à la prison de Fresnes, le résistant est déporté, le 15 août 1944 de Pantin, vers le camp de concentration de Buchenwald. Devenu le matricule F-77103, le résistant ornaï est envoyé au Kommando d'Holzen, près d'Eschershausen, petite localité du Hanovre, le 14 septembre. Réussissant à surmonter les humiliations, les coups, la faim, le travail épuisant, il parvient à s'évader, le 8 avril 1945, du convoi d'évacuation gardé par les SS, à la faveur d'un bombardement de la RAF sur la gare de Cellé. Libéré par les Anglais, il est rapatrié par avion sur Bruxelles, puis par chemin de fer vers la France.



Dessin d'André Rougeyron en tenue de déporté

Matricule n° 77103 au camp de concentration de Buchenwald, effectué en mai 1945, par sa co-détenu. (L'Agence d'histoire contemporaine d'Alençon, 12-07, photo hors texte)



13 DANS LE CALVADOS, DES "ACTIONS NOMBREUSES, MÉRITOIRES ET SATISFAISANTES"

DES RÉSISTANTS DISPERSÉS ET SANS ORDRE

L'ouverture d'un nouveau front en Normandie, en particulier dans le Calvados, où se situent quatre des cinq secteurs de débarquement alliés, les nombreux et terribles bombardements aériens américains et britanniques et l'arrivée de plusieurs unités blindées ont eu pour conséquence directe de bouleverser les liaisons de la Résistance dans ce département. De nombreux résistants se sont retrouvés sans chefs (certains tués ou capturés, d'autres « coincés » dans la zone libérée, d'autres empêchés pour des raisons diverses) et sans ordre et donc maintenus dans l'inaction.



Charles Huard
Avec une mitrailleuse STEN à l'épaule et brassard FFI, à Caen, place Messieurs des Hautes.



Proclamation du président
Du Comité départemental de libération de Calvados Léonard Gilles.
Abaque 134, a/bis et 132 m. Col. pat.

LE COMMANDANT PARLÉANI, CHEF DES FFI DU CALVADOS



À Caen, il faut attendre le retour de Léonard Gilles de Paris pour voir se reconstituer une organisation de résistance à partir de la seconde moitié du mois de juin. Avant la libération de la rive droite de l'Orne, le 9 juillet, celle-ci doit faire face à toutes sortes de difficultés liées à la dispersion des hommes, à l'état de ruine d'une grande partie de la ville et à la présence allemande encore dangereuse.

Dans l'est et le sud du département, le professeur de collège Christian Parléani, nommé chef des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) du Calvados par Eugène Meslin et Léonard Gilles, à partir de la mi-juin, éprouve toutes les peines du monde à établir la liaison entre l'état-major FFI de Caen. Dans l'impossibilité d'y parvenir, il prend contact avec les groupes locaux qu'il peut joindre, sillonnant le Calvados dans tous les sens avec sa seule bicyclette.

Le commandant Christian Parléani
Chef des FFI du Calvados pendant la bataille de Normandie.
(O&L sur Gaillon)



Extraits du rapport de capitaine Fayard du 4 octobre 1944
Sur les opérations de harcèlement et d'évacuation des FFI du Calvados.
Archives Mty, OMC de Caen/42

SABOTAGES ET GUÉRILLA ENTRETIENNENT L'INSÉCURITÉ SUR LES ARRIÈRES DES ENNEMIS

Sur le plan militaire, l'action de la Résistance est surtout le fait des FTPF (groupes de Champ-du-Bout, d'Honfleur et d'Orbec) du bocage virois et du Pays d'Auge, et de FFI de la région d'Orbec, rescapés du réseau SOE Jean-Marie Donkeyman. Par des actions de guérilla ponctuelles (un convoi allemand accroché sur la RN Vire-Villedieu), des sabotages de ponts (Pontécoulant, Coulonces, Fervaques) et des attaques de véhicules isolés, elle entretient en permanence l'insécurité sur les arrières de l'ennemi. La recherche de renseignements collectés, à partir des 16 et 17 juillet, par deux FFI utilisés comme éclaireurs Charles Huard, à l'ouest de l'Orne, et Jean Gohin, à l'est de l'Orne, (mission « Koenig ») a mobilisé 20 à 25 hommes des groupes de Vassy et de Segrie-Fontaine. Elle a permis de rapporter aux Britanniques des informations importantes sur l'identification des unités allemandes, leur armement et la localisation des dépôts de munitions.

Dans un rapport sur le bilan de l'activité des FFI, adressé au colonel Perrey, commandant la subdivision du Calvados, daté du 4 octobre 1944, le capitaine Fayard, estime « que les actions de harcèlement et de sabotage ont été nombreuses, méritoires et, dans l'ensemble, satisfaisantes ».



Citation à l'ordre du régiment algérien Koenig
Délivrée au sergent FFI Jean Gohin, 13 septembre 1944.
(O&L pat.)



Antoine Gérard
Chef et organisateur de groupe de résistance FFI de la région d'Orbec (Calvados).
(O&L pat.)



Jean Gohin
En uniforme de sous-lieutenant, 1944.



14 DANS L'ORNE, L'ACTION MILITAIRE DES FFI EST RECONNUE

PLUS DE 2000 SOLDATS ALLEMANDS CAPTURÉS



Dès la diffusion des messages d'alerte et d'exécution des plans d'action, l'engagement militaire des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) de l'Orne a été total. Les sabotages des réseaux électriques, téléphoniques et télégraphiques ont été effectués sur toute l'étendue du département. Les voies ferrées coupées en plusieurs endroits ont paralysé tout trafic ferroviaire.

En de nombreux lieux, les FFI ont effectué des barrages routiers par abattages d'arbres, et les actions de guérilla se sont traduites par des résultats non négligeables : 501 véhicules ennemis détruits, ou endommagés, en 75 jours de combat.

En liaison avec les Alliés auxquels ils ont souvent servi d'éclaireurs, les FFI de l'Orne ont contribué efficacement à la libération de leur département, parvenant à capturer plus de 2000 militaires allemands de tous rangs, supprimant les dernières poches de résistance de l'ennemi, et récupérant le matériel abandonné par lui au cours de sa retraite.

Bilan statistique d'ensemble
Pour le département de l'Orne.
Fédération Nationale, clandestine, p. 241-22



FFI et Américains de la 1^{re} division d'infanterie qui a libéré Conterme, le 14 août 1944.
À noter sur cette photo prise le jour de la libération de la ville, la présence de tirailleurs sénégalais en uniforme de l'armée française, prisonniers de guerre évadés de camp de l'Épierre en forêt d'Andaine.
(OZ, par.)

BEAUCOUP REJOINT LES RANGS DE LA 2^E DB DE LECLERC

En dépit d'effectifs demeurés modestes, d'un armement souvent hétéroclite, et des réticences des états-majors alliés à l'égard des chefs de la Résistance, réserves progressivement levées au fur et à mesure de la progression de la bataille, le bilan de l'action militaire des FFI de l'Orne s'est avéré très positif.

La proclamation de Marsouin (André Mazeline) aux FFI de l'Orne, le 24 août, à Alençon, marque la fin de l'action militaire des résistants dans le département. Le chef des FFI appelle cependant ses camarades à poursuivre le combat, dans le 2^e bataillon de marche de Normandie, en cours de formation, ou à rejoindre les rangs de la 2^e DB du général Leclerc qui a libéré Alençon.



Citation de Raymond Giroux
À l'ordre de la division par le général Leclerc, commandant la 2^e division blindée, 1^{er} juillet 1945.
(OZ, par.)



L'Orne Combattante, journal clandestin
N° 62 de 27 juillet 1944.
(OZ, par.)



Proclamation signée Marsouin (André Mazeline)
adressée aux FFI de l'Orne, Alençon, le 24 août 1944.
Affiche CS-Rue de Condé signée l'Alcazar et Miméa OZ, par.)

Témoignage de Marcel Baudot
sur la coopération de la Résistance avec les Alliés.
Fédération des Libérateurs de la Normandie, éditeur Racine Libération, Paris, 1952, page 120.



Proclamation signée Marsouin (André Mazeline)
adressée aux FFI de l'Orne, Alençon, le 24 août 1944.
Affiche CS-Rue de Condé signée l'Alcazar et Miméa OZ, par.)



15

DANS LA MANCHE, LE RENSEIGNEMENT MILITAIRE TACTIQUE A PAYÉ

LES GROUPES FTPF HARCELENT L'ENNEMI

Dans la Manche, comme dans les deux départements voisins de Basse-Normandie, les Forces françaises de l'Intérieur (FFI) et les groupes de Francs-tireurs et partisans français (FTPF) du sud-Manche ont, malgré la faiblesse de leur armement, multiplié les actions de harcèlement contre les troupes allemandes, gênant considérablement la montée des renforts vers le front. La simple pose de mines et de créneaux sur le réseau routier secondaire s'est révélée d'une redoutable efficacité. De même, les sabotages des moyens de communications de l'ennemi : lignes téléphoniques, télégraphiques, câbles souterrains à longue distance, ont obligé les Allemands à ne compter que sur leurs moyens propres.



Groupes de FFI de villages de trois hameaux, d'un observateur allemand et de deux soldats américains, à la ferme Fauillard, à Morsilly, été 1944.
Donat/général de Marce, Archives départementales, 257/13, reproduction A. Pichot.



Groupes FTPF de Sérourne, juin 1944.
Donat/général de Marce, Archives départementales, 257/13, reproduction A. Pichot.



Actions de la résistance de 15 juin au 15 août 1944

- 1. Brevardes : action contre des créneaux et pontons de pontons (Marselles).
- 2. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 3. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 4. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 5. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 6. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 7. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 8. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 9. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 10. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 11. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 12. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 13. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 14. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 15. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 16. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 17. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 18. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 19. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 20. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 21. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 22. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 23. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 24. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 25. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 26. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 27. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 28. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 29. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 30. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 31. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 32. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 33. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 34. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 35. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 36. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 37. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 38. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 39. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 40. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 41. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 42. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 43. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 44. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 45. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 46. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 47. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 48. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 49. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).
- 50. Bretteville-la-Rivière : action contre le régiment de Cavalerie à Trepail (Lecroix).

Donat : carte d'après l'ouvrage de André Dubard et Louis Pélissier, La Résistance de Bocqel.

LES FFI REJOignent LE 2^e BATAILLON DE MARCHÉ DE NORMANDIE

La libération de la Normandie terminée, plusieurs dizaines de FFI de la Manche, rejoignent le 2^e bataillon de marche de Normandie qui se constitue à Teurthéville-Hague, près de Cherbourg. Parmi les officiers de cette formation, Louis Blouet, Yves Gresselin et André Rouault, pour la Manche, rejoignent leurs camarades de résistance de l'Orne, du Calvados et de l'Eure.



Le 3^e armée de Patton, dans son offensive, crée des colonnes de prisonniers allemands.
Pichot, 257/13.

L'EFFICACITÉ DU RENSEIGNEMENT

Mais plus que les actions de guérilla (attaque de véhicules et de militaires isolés, abattis d'arbres sur les routes) à la portée militaire nécessairement limitée, du fait de la densité des troupes allemandes engagées sur le front, la Résistance de la Manche s'est surtout distinguée par l'importance de la collecte du renseignement tactique sur le champ de bataille.

La mission Helmsman qui débute le 12 juillet 1944 et s'achève avec le succès de l'offensive de l'armée américaine qui atteint Avranches-Pontorson et Saint-James, les 31 juillet et 1^{er} août, constitue indubitablement l'exemple le plus marquant de l'efficacité de l'action de la Résistance en matière de renseignement.



La presse cherbougeoise : le Cotentin libéré.
N^o de premier numéro datant du lundi 3 juillet 1944.
Cf. voir 157 - La Résistance dans la Manche, octobre 2010.



16

PARTOUT, UN ENGAGEMENT PAYÉ AU PRIX FORT

DE NOMBREUX RÉSISTANTS FUSILLÉS...

Les victimes de la répression nazie en Basse-Normandie peuvent être réparties en fonction des conditions de leur disparition, en trois catégories : les fusillés, les déportés et les massacrés.

Les fusillés sont des personnes qui ont été reconnues coupables de faits ayant porté préjudice à la sécurité des troupes allemandes en France, condamnées à mort par un tribunal militaire, puis passées par les armes. Entre 1940 et 1944, cette répression a fait 128 victimes en Basse-Normandie. Elle a été le résultat de condamnations prononcées par les tribunaux des *Feldkommandanturen* de Saint-Lô (FK 722), de Caen (FK 723), et d'Alençon (FK 754) (84 cas) et, dans le cadre de la politique des otages instaurée par le MBF, d'une procédure appliquée à l'échelle de la France occupée (44 cas).



Entrée de la maison d'arrêt de Caen
Et plaque commémorative signée Léonard Bille.
Cliché Jean-Denis, OAC de Calvados.



Argentan, monument aux morts de la Résistance, déportés, fusillés, tués au combat.

Le bas-relief consacré à la France combattante est signé Marcel Pierre. Il représente les différentes activités de la Résistance : le renseignement, le sabotage, les parachutages, la guérilla, 1967.

(OAC parl.)



Alençon, prison des ducs.
Une d'interneement des résistants de l'Orne.
Dessins de Catherine Col paroli.



Mémorial des victimes de la répression nazie dans la Manche, Saint-Lô.
Cliché OAC Manche, OAC

...OU DÉPORTÉS VERS LES CAMPS NAZIS

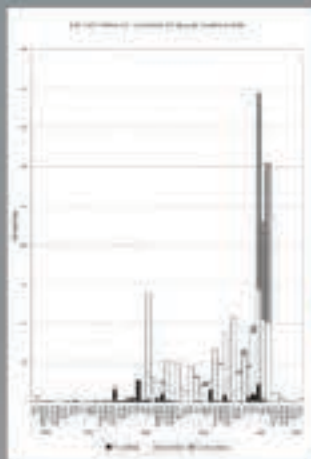
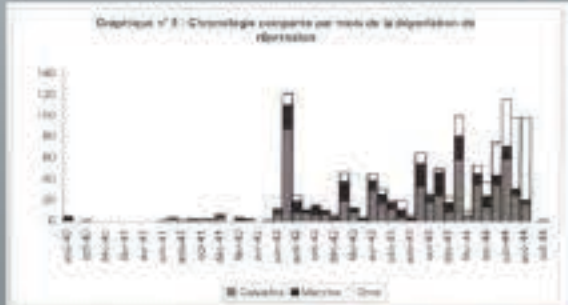
Sur les 1537 déportés de Basse-Normandie recensés (tous motifs de déportation confondus), on dénombre 1322 hommes et 215 femmes. En prenant une définition large de la Résistance (« Résistance organisée » des réseaux et mouvements, et « Résistance civile » : coupure de câbles, écoute de la BBC, hostilité affichée, aide à des aviateurs...), 45,4% des déportés de Basse-Normandie sont envoyés vers les prisons et camps de concentration du Reich pour des actes de résistance à l'occupant allemand, ou à la politique de collaboration.

Le camp de Buchenwald, en Thuringe, est le premier lieu de déportation de ceux qui sont arrêtés par mesure de répression (15,9% du total des déportés). En second lieu, vient le camp de Neuengamme, non loin de Hamburg (12,2%).

Dans l'Orne, du fait d'une arrivée tardive des policiers allemands en 1943, le nombre de déportés augmente considérablement en 1944, surtout après le 6 juin. Dans le Calvados et la Manche, il y a eu peu de déportés après le 6 juin, les combats empêchant le transfert des détenus vers le camp de Compiègne. Près d'un déporté de répression sur deux n'est pas revenu de déportation en 1945.

DES ADULTES ET DES ENFANTS EXÉCUTÉS SOMMAIREMENT

Troisième catégorie de victimes du nazisme, les massacrés sont des adultes et des enfants exécutés sommairement pour actes de Résistance, désobéissance, arbitraire, ou attitude pro-alliée. 502 Bas-Normands ont été ainsi massacrés par les Allemands (Gestapo, Wehrmacht et SS), entre le 6 juin et le 24 août 1944, dont 236 dans le Calvados, 152 dans l'Orne et 114 dans la Manche.



Chronologie comparée par mois de la déportation de répression en Basse-Normandie
de Jean-Denis, La répression nazie en Basse-Normandie, OAC-OAC de Calvados de Calvados-Normandie, Caen 2011, p. 40

Graphiques des victimes de nazisme (fusillés, déportés, exécutés) en Basse-Normandie de 1940 à 1945
de Jean-Denis, La répression nazie en Basse-Normandie, OAC-OAC de Calvados de Calvados-Normandie, Caen 2011, p. 40.



Monument à la mémoire des onze fusillés de manoir de Beaucoudray (Manche), du 14 juin 1944.
Cliché Jean-Denis, La répression nazie en Basse-Normandie, OAC-OAC de Calvados de Calvados-Normandie, Caen 2011, p. 40.



Argentan, monument aux morts de la Résistance, déportés, fusillés, tués au combat.

Le bas-relief consacré à la France combattante est signé Marcel Pierre. Il représente les différentes activités de la Résistance : le renseignement, le sabotage, les parachutages, la guérilla, 1967.

(OAC parl.)

